

le monde libertaire

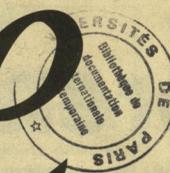
Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

24 AU 30 JANVIER 1991

N° 812

10,00 F



OPERATION « TEMPETE DU DESERT »

Arrêtez le massacre !

EDITORIAL



Illustration GROG

JUSQU'À la dernière seconde, avant l'expiration de l'ultimatum, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour empêcher la guerre entre l'Irak et le « reste du monde ». Tous, nous avons affirmé haut et clair :

— que l'annexion du Koweït, par l'Irak, si elle devait être dénoncée, combattue et annihilée devait l'être par le seul embargo économique et technologique, dont chacun connaît l'efficacité à moyen et long terme ;

— que le recours à la force contre l'Irak n'avait aucune légitimité, dès lors que des situations semblables (Hongrie 1956, Prague 1968, occupation de la Palestine par Israël, l'occupation du Liban par la Syrie et Israël, le génocide des Kurdes, les interventions soviétiques dans les pays baltes...) n'avaient pas fait l'objet d'un tel choix ;

— que l'intolérable du régime fasciste de Bagdad et de ses agissements de toujours ne devaient pas faire oublier la responsabilité qui incombe à un Occident, qui à l'occasion de la décolonisation a tiré sur l'histoire des traits frontaliers au gré de ses seuls intérêts économiques et politiques et qui ensuite a cautionné et surarmé les régimes fascistes et féodaux qu'il a installé ou laissé s'installer au pouvoir.

Aujourd'hui, après le déclenchement du conflit, il va bien nous falloir conti-

nuer à dénoncer une logique de guerre qui plonge ses racines dans la mise en place d'un nouvel ordre international dominé par le Nord, dans la restructuration d'une économie qui a besoin de la guerre pour se refaire une santé et dans l'être profond d'un système capitaliste qui se nourrit de l'oppression de l'homme par l'homme.

On commence à recenser au cas où...

Mais, il va également nous falloir nous opposer à cette guerre. Pour l'heure, on nous dit que la guerre sera courte, qu'elle ne touchera pas les appelés et quelle n'aura que peu de conséquences sur notre économie et notre vie de tous les jours. Voire ! Le Panama, qui n'est pas l'Irak a tenu des semaines... Les réservistes commencent à être recensés et répertoriés au cas où...

Quoiqu'il en soit, que cette guerre soit courte ou longue ; qu'elle ait ou non des conséquences économiques et sociale ; qu'elle ne concerne que des professionnels, ou bien qu'elle aspire le contingent... une chose est sûre, si nous ne dégustons pas aujourd'hui, nous dégusterons demain !

Car, qu'on ne s'y trompe pas, la guerre ne réglera rien sur le fond. Et la pou-

rière moyen-orientale, tôt ou tard, s'embrassera de nouveau.

Dans ces conditions, en face d'une guerre inutile, car elle ne résout rien... illégitime, car elle s'inscrit dans le cadre d'un « deux poids, deux mesures » inacceptable... criminelle, car elle va faire passer la faucuseuse chez les populations koweïtiennes et irakiennes, qui ne sont pas responsables des actes de leurs dirigeants... antidémocratique, car elle va aller à l'encontre de 65% de l'opinion publique... la réponse doit être claire : le cas échéant, les appelés doivent refuser de partir, les réservistes ne doivent pas répondre aux injonctions qui leurs sont faites, les travailleurs doivent s'abstenir d'œuvrer pour la guerre. Mieux, cette logique du refus doit se transformer en une dynamique de rupture, visant à mettre bas et le capitalisme et l'Etat. Car, il faut le savoir, la paix entre les peuples — que seul un socialisme libertaire est à même de promouvoir — ne fera pas l'économie d'une « guerre de classes », ici, au Koweït, en Irak et ailleurs. Et c'est bien pour éviter cette guerre là que les « maîtres du monde » du moment cherchent à nous envoyer en faire une autre.

Jean-Marc Raynaud,
le 17 janvier 1991

REUNION-DEBAT ANTI-GUERRE

Vendredi 25 janvier,
à 20 h 30,
à l'AGECA

177, rue de Charonne,
75011 Paris.

Ce meeting est organisé par
des groupes de l'Est parisien
de la FA.

NUMERO SPECIAL

Le Monde libertaire a édité un numéro spécial-Golfe (une feuille recto-verso) au soir du 17 janvier, en complément du n° 811. Ce numéro spécial, gratuit, est disponible auprès des groupes de la Fédération anarchiste et de la librairie du Monde Libertaire. Diffusé par le canal militant, il n'est pas distribué en kiosques ni aux abonnés... que ces derniers veuillent bien nous en excuser.

L'HEXAGONE QUADRILLE

Des pacifistes victimes d'une justice de va-t-en-guerre

A Clermont-Ferrand, quatre jeunes pacifistes, présentés par la presse comme étant de jeunes squatters anarchistes, ont été arrêtés dans la nuit du 16 au 17 janvier, alors qu'ils venaient de lancer un cocktail Molotov contre un bureau de recrutement de l'armée de l'air. Voilà un acte bien symbolique, en raison du peu de dégâts occasionnés, qui leur coûte, d'ores et déjà, particulièrement cher. En effet, nous apprenons le surlendemain que le tribunal des flagrants délits venait de leur infliger trois mois de prison ferme, en application de la loi anti-casseurs.

Auparavant, au soir du 12 janvier, en rentrant de la manifestation internationale contre la guerre, qui s'est déroulée à Paris, Ludovic Bouteron (récemment détenu à Colmar pour insoumission, et depuis libéré) a été pris à partie par des représentants de la force publique, devant son domicile. Cette altercation, plus verbale que physique, lui vaut une inculpation pour, selon la formule consacrée, « outrage à agent » et en conséquence un passage en procès correctionnel prévu à la mi-février.

Manifestations interdites, condamnations lourdes, interpellations de douze manifestants à la suite d'une échauffourée, au soir du 12 janvier, à Paris et de vingt-et-un « casseurs » agissant au soir du 17, du côté de Nation... le pouvoir « socialiste » use d'une grande sévérité pour étouffer les protestations qui montent au sein de l'opinion. Que le conflit s'éternise, qu'un climat d'insécurité s'installe dans l'Hexagone et nous verrons, nous pacifistes, ce que nous verrons.

Vigilance donc, car le plan de surveillance du territoire « vigile-pirate » est en place. Denis Langlois, au nom de l'« Appel des 75 », lors de la conférence de presse du mardi 15 janvier, craignait de voir ce plan s'étendre aux organisations et personnalités hostiles à la guerre du Golfe... Si cela n'est déjà fait, gageons que les réactions du pouvoir face à la contestation en indique les signes avant-coureurs. Vigilance donc, car les « porteurs de valises » d'hier, aux affaires aujourd'hui, se font fort de mettre au pas les pacifistes.

Claude Nepper (gr. François-Rabelais)

T2137 - 812 - 10.00 F



**Samedi 26 janvier 1991,
nouvelle journée internationale contre la guerre...
A Paris, rendez-vous sur la place de la République, à 14 h.**

F°P.2520

ANARCHISME ET SCIENCE POLITIQUE

L'apprentissage de la lucidité

Après « Pour un matérialisme radical », nous poursuivons l'étude entreprise par Philippe Chailan, faite à partir de l'analyse de l'ouvrage de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*. Ici, l'étude porte sur les différentes sphères composant la société, sur leurs mécanismes, les

enjeux qui sont les leurs et sur la façon selon laquelle les anarchistes se positionnent, ou devraient se positionner, par rapport à ces sphères. Cette étude sera conclue par un 3^e volet intitulé « L'apprentissage de la force ».

Selon Michel Dobry, la plupart des systèmes sociaux modernes se composent d'une multiplicité de « sphères » ou de « secteurs » différenciés, c'est-à-dire dotés d'une logique qui leur est propre, et traversés par des luttes spécifiques, autour d'enjeux eux-mêmes spécifiques. De quelque façon qu'on les nomme, ces espaces sociaux apparaissent simultanément enchevêtrés et autonomes les uns par rapport aux autres : ainsi le secteur judiciaire et le secteur policier, par exemple, entretiennent-ils de multiples relations, sans que leurs hiérarchies pour autant coïncident, et sans que les enjeux — postes, avancement — pour lesquels rivalisent les magistrats d'une part, les policiers d'autre part, en viennent jamais à se confondre.

Cette représentation de la société, qui s'avère très proche de la théorie bourdieusienne des champs sociaux, n'est pas sans conséquences politiques. Elle rend, en effet, parfaitement caduque les discours libéraux qui distinguent schématiquement l'« Etat » et la « société civile » : les idéologues qui manipulent ces notions simplistes se condamnent à ignorer la complexité réelle des systèmes sociaux — eux, qui se montrent si prompts à taxer d'archaïsme les tenants d'une transformation radicale !

Mais la construction théorique qu'expose Michel Dobry ne tient pas tout son intérêt du fait qu'elle récuse les prétendues « analyses » libérales. Comme on l'a vu dans un précédent article, elle nous condamne, nous aussi, à une lucidité salutaire, en matière de stratégie notamment.

Michel Dobry insiste notamment sur le fait que, dans leur activité quotidienne, les acteurs sociaux évaluent et interprètent les situations principalement en fonction des enjeux, des règles du jeu et des

repères propres (du moins dès que l'objet de leur calcul ou de leur réflexion relève de ce secteur et de sa logique) : nous en donnerons un exemple plus loin. Jusque dans leurs rivalités, leurs ressentiments et leurs jalousies, les acteurs sociaux présentent ce point commun de se référer aux mêmes repères, aux mêmes valeurs, aux mêmes enjeux que ceux avec qui ils rivalisent, qu'ils jalouent ou à l'égard de qui ils éprouvent du ressentiment : aussi leurs stratégies et leurs tactiques — professionnelles, politiques, littéraires ou artistiques — puisent-elles dans un même « stock » de ressources. Aussi chacun s'avère-t-il dépendant de tous les autres quant à sa propre tactique. Selon le mot de Michel Dobry, un « secteur » — nous pourrions dire aussi : une sphère sociale — est une zone d'interdépendance tactique.

Les anarchistes à l'intérieur du secteur politique

C'est vrai du secteur politique, et c'est vrai aussi des militants anarchistes à l'intérieur d'un secteur politique où leur anti-électoratisme les place pourtant, apparemment, en position « marginale ». Certes, notre « langage », les « classements » que nous utilisons (notre « taxinomie », si l'on préfère) recèlent des problématiques largement ignorées par les autres organisations : l'opposition du mandatement et de la délégation de pouvoir, celle du fédéralisme et de l'étatisme, etc. Et précisément, les ressources que nous utilisons excluent la participation aux élections, pour autant qu'elles reproduisent, à travers la délégation de pouvoir, la « monopolisation » du « capital » politique. Il n'en demeure pas moins que nous sommes « pris » dans la logique du

secteur politique, même si nous nous y trouvons « différents » et « dominés ». D'une part, nous partageons avec bien des acteurs de ce secteur des objets de réflexion que nous tenons pour éminemment « politiques », précisément (le « Marché unique », la « pérestroïka », etc.). Avec quelques organisations minoritaires, nous avons au moins en commun les problématiques associées à la pers-

L'autonomie des divers secteurs sociaux les uns par rapport aux autres n'impliquent pas l'absence de relations stables entre eux : les systèmes démocratiques se caractérisent au contraire, selon Michel Dobry, par l'existence de « réseaux de consolidation » incluant plusieurs secteurs. Et c'est à ces réseaux, à ces « puissantes formes intersectorielles de domination », dit le politis-

Michel Dobry, un homme politique « responsable » doit savoir « fermer les yeux » sur certaines activités en général fort peu légitimes au regard de ces valeurs, lorsque ce sont des secteurs appartenant au réseau consolidé qui sont en cause, et que ces activités apparaissent « légitimes » selon les définitions internes à ces secteurs.

En d'autres termes, les secteurs « consolidés » font jouer contre la définition officielle de ce qu'est une activité « légitime », une définition concurrente liée à leur propre logique, à leur activité spécifique. Or, les hommes politiques « responsables » admettent implicitement la valeur de cette définition, et s'interdisent toute ingérence brutale dans la logique spécifique du secteur mis en cause. Car le « coût » politique qu'il faudrait payer pour transgresser ce principe de non ingérence est énorme : l'appui dont le gouvernement a besoin, de la part des secteurs « voisins », risquerait de lui faire défaut, ou même de s'effondrer.

Les principes de non ingérence, affirme Michel Dobry, ne s'appliquent pas seulement aux activités des services spéciaux (on pense à l'enterrement de l'affaire Ben Barka, au Rainbow Warrior...) ou aux institutions répressives (nous assistons à l'enterrement de l'affaire Douc) : ils s'appliquent encore aux secteurs économiques. Dès lors, et les anarchistes ne cessent de poser la question, comment peut-on attendre d'une équipe réformiste qu'elle mette en cause les logiques capitalistes à l'œuvre dans les secteurs économiques : et quelles justifications théoriques peut-on encore fournir aux stratégies visant la conquête de postes gouvernementaux ?

Mais, si elle nous permet de préciser notre critique du réformisme, l'analyse des secteurs sociaux nous condamne également à reformuler nos stratégies. Nous savons à présent que l'« Etat » n'est pas une chose, et n'est donc pas susceptible d'être « détruit » ou « supprimé » comme on détruit ou supprime une chose. Et l'énorme problème qui se pose à une stratégie anarchiste conséquente est dès lors le renversement d'une multiplicité de logiques de domination, fort différentes les unes des autres. La complexité des systèmes sociaux modernes, composés de diverses sphères, de diverses logiques autonomes, apparaît à cet égard comme l'obstacle le plus important à toute entreprise de transformation sociale radicale.

Celle-ci ne peut être sérieusement envisagée à l'occasion d'un simple processus électoral : elle a pour condition la convergence des luttes sociales, en une mobilisation affectant simultanément plusieurs secteurs — une mobilisation multi-sectorielle, du type de celle qu'étudie Michel Dobry, précisément.

(fin de la seconde partie)



pective d'une transformation radicale : interrogations sur la « révolution », sur les problèmes de « transition » et de « stratégie révolutionnaire ». On peut dire d'autre part qu'à notre corps défendant, nous reproduisons chaque jour la coupure entre ceux qui parlent politique et les « autres », entre les « initiés » et les « profanes ». Notre activité tactique, enfin, s'avère en grande partie dictée par les relations de concurrence et de coopération ponctuelle (conflictuelle presque toujours) qui nous lient à d'autres groupes de gauche et d'extrême gauche.

Il y a là une situation de fait, qu'il ne s'agit pas de juger en termes de « bien » ou de « mal », mais qui doit pour le moins nous inciter à ne pas nous prétendre « en-dehors » du jeu politique : un tel discours serait hâtif et inexact par omission. Surtout, nous ne pouvons ignorer que notre propre représentation de la situation que nous occupons dans le secteur politique détermine pour une large part nos stratégies, leur plus ou moins grande « efficacité » et notre plus ou moins grande crédibilité politique. Les exigences de la lucidité militante nous interdisent donc d'idéaliser notre propre position : c'est la reconnaissance de notre situation réelle qui, seule, peut nous permettre d'affirmer notre véritable « différence », notre véritable radicalité, à l'intérieur du monde social et au cœur des luttes politiques.

L'analyse des sociétés en termes de « secteurs » nous permet d'ailleurs d'affiner notre critique du réformisme, tout en récusant certaines conceptions naïves des transformations sociales radicales. Elle nous aide, en effet, à mieux poser la question de l'« Etat », d'une part.

te, qu'on applique en général la dénomination très vague d'« Etat ». Ce dernier terme se révèle fort peu apprécié pour décrire les multiples dominations qu'il recouvre et occulte, car il fait croire à l'existence d'un « appareil », existant comme existe une chose, et localisé tout au « centre » de la société. Ajoutons que, par là même, l'emploi et l'abus du terme « Etat » entravent la formulation d'une critique argumentée du réformisme.

De la critique du réformisme à la stratégie anarchiste

Les secteurs mutuellement consolidés, dont le réseau est dénommé « Etat », apparaissent liés par un certain type de relations : les « transactions collusives ». Comment comprendre cette formule ? Ce n'est pas une « complicité » de comploteurs qui les unit ni non plus, comme on le croit parfois, leur commune contribution à la « marche » ou à la « survie » du système dans son ensemble, vaste organisme dont ils seraient prétendument les organes vitaux. En fait, la consolidation mutuelle des secteurs politiques, judiciaires, militaires..., les uns par les autres, est faite de reconnaissances mutuelles. Et elle passe par des principes implicites de non ingérence entre ces secteurs ; « Même dans les sociétés affichant les valeurs démocratiques, écrit

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Programme des cours sur l'anarchisme

le mardi 29 janvier,

— l'antimilitarisme anarchiste...

à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel,
10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche),
75018 Paris.

EN FRANCE, POUR LA PAIX...

Rien que des manifs

Le 12 janvier, en France, est à l'origine de nombreuses manifestations. Le déclenchement du conflit dans le Golfe, mercredi 16, n'a fait que renforcer la détermination des pacifistes. De Lille à Nice, de Bourgoïn-Jallieu à Caen... antimilitaristes, pacifistes, anarchistes sont descendus dans la rue.

A Nîmes, il étaient 5 000 à défilé; pour la première fois la Fédération anarchiste était au rendez-vous (50 personnes). A Montpellier, Alès, Saint-Etienne, de mémoire d'anarchiste on n'avait jamais vu cela: des dizaines de sympathisants derrière les banderoles FA. A Rodez, 500 manifestants; Millau, 350; à Sainte-Affrique (eh oui!), 300 personnes ont défilé et la FA locale était là. A Béziers, une pétition pour la paix a réuni en quelques heures 2 600 signatures. A Rennes, 2 000 manifestants dans la rue... les ans regroupaient le plus de monde! A Lyon, 10 000 personnes... 900 libertaires, dont 300 se retrouvant derrière la FA.

A Chambéry, des militants, surtout CGT, bloquèrent un convoi militaire. Ils déclarèrent fièrement: « gare de Chambéry, gare de la paix ».

Le 16 janvier, à Lille, spontanément sans propagande ni tract 200 personnes se rassemblèrent le soir pour dire non à la guerre. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

A Paris, les manifestations spontanées et celles appelées par l'« Appel des 75 » furent largement suivies. Mercredi 16 et jeudi 17 janvier, 4 000 personnes, le premier soir, et plus de 20 000, le lendemain, se retrouvèrent dans la rue. Mais aussi en banlieue, à Nanterre, le 16 janvier, où le groupe Malatesta de la FA et le

PCF appelaient à se rassembler sur la place de la Boule; alors que la veille, aux Ulis, ils étaient 400. Malgré les interdictions de manifester et les violences policières, les pacifistes furent au rendez-vous et encore nombreux derrière les anarchistes. Le 16, encore, certains pacifistes occupèrent l'Opéra-Bastille, interrompant *Les Noces de Figaro*! Le peintre Mériadeuc monta sur la scène en brandissant un os gigantesque et un sachet rempli de mou pour chat... symbolisant ainsi les horreurs de la guerre.

Dans les jours suivants, d'autres initiatives pour la paix furent lancées. Forum le samedi 19, à la Madeleine avec les Verts et SOS-Racisme, en présence des anars. Le 20, à Beaubourg, 500 personnes se réunirent à l'initiative de la FA et de Radio-Libertaire pour un forum en plein air. Forum auquel participèrent, outre des camarades de la FA, des syndicalistes de la CNT et du CRC. A noter, aussi, la prise de parole de Mouna, le pape des pacifistes. Suivirent, les 21 et 22 janvier, les blocages de standards du CSA et des organes de presse pour dénoncer l'intox médiatique (initiative FA)... manifestations encore... avec les rendez-vous habituels de 18 h 30, à Paris, sur la place de la République. Qu'on se le dise!

A.D.

LE 12 JANVIER A TOULON

Pas un sous, pas un homme pas une arme pour la guerre!

C'est aux cris de « Non à l'armée », « Non à la guerre », « Objection, désertion, insoumission! », « Bourgeoise ou populaire, l'armée... bourreau du peuple! », « Armée: école du crime! », « Non aux ventes d'armes et à l'industrie de l'armement »... que près de 250 personnes ont manifesté sous les banderoles de la Fédération anarchiste, le samedi 12 janvier, à Toulon... une ville — mais aussi un département — des plus militarisées de France, où l'armée est omniprésente et qui se trouve depuis quelques semaines en état de siège, de par la présence massive de CRS et des patrouilles de la police militaire.

Commencée par un rassemblement sur la place de la Liberté, la manifestation, forte de 10 000 personnes, a parcouru les principales artères de la ville, avant de se terminer sur la place d'Armes, pour certains (PCF, CGT, JOC, LCR...). Les autres, à l'appel de la Fédération anarchiste, se rendaient jusqu'à la porte de l' Arsenal (fermée pour l'occasion), à la grande surprise des autorités militaires. Là, un sit-in en lieu et de publications militaristes furent brûlées aux cris d'« insoumission, désertion! ». Cette action en guise de pied-de-nez, dépassant le cadre de l'habituel rassemblement de protestation, fut l'expression d'une mobilisation des anarchistes vrais contre la guerre et l'armée faite en toute indépendance par rapport à l'« Appel des 75 pour la paix ».

Guerre à la guerre! A suivre...

Gr. Région-toulonnaise

Le groupe Région-toulonnaise de la FA a édité le bandeau ci-dessous. Prix: 0,40 F l'unité et 0,25 F (port compris) au dessus de 100 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Bruno Nappi. Disponible au CECL, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.



LISEZ
le libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT - 75011 PARIS - ☎ 48 05 34 08

Où nous joindre

En raison des événements tragiques du Golfe, la Fédération anarchiste appelle à la mobilisation contre la guerre. Pour nous joindre, voici une liste de groupes, où vous sera communiqué ce qui peut être mis en œuvre pour résister à la vague belluciste (signalons que dans le n° spécial du *Monde libertaire*, daté du 17 janvier, une première liste a été publiée):

- Antony: ASH, 34, avenue Jean-Moulin. Permanence chaque samedi de 10 h 30 à 12 h;
- Anizy-le-Château: au Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon. Tél: (16) 23.80.17.09;
- Aubenas: CES, BP 15, 07170 Villemeuve-de-Berg;
- Cherbourg: GREL, BP 12, 50130 Octeville;
- Dijon: La Mistouffe, 61, rue Jeannin. Permanence le mardi de 18 h à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h;
- Grenoble: gr. Jules-Vallès, AGDIR, BP 161, 38240 Meylan;
- Le Mans: liaison FA, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole. Permanence le samedi de 15 h à 17 h;
- Poitiers: gr. Berkman, 6, rue des Fiageolles. Permanences les 1^{er} et 3^{es} samedis du mois de 15 h à 19 h;
- Rennes: gr. FA, MJC La Paillette, 9, rue La Paillette, 35000 Rennes;
- Rouen: CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen;
- Saint-Nazaire: Les Amis de Pelloutier, Maison du peuple, place Salvador Allende, 44600 St-Nazaire.

PARTAGE DU MONDE

Bagdad-Vilnius: super-Yalta

Les jeux sont faits. Les masques sont tombés. Le nouveau Yalta Bush-Gorbatchev a échangé le Koweït contre la Lituanie. Désormais, l'opposition antimilitariste en Occident sera matée au nom du sang répandu à Vilnius par les chars soviétiques. La destruction du Mur de Berlin ne cache plus la recomposition géopolitique du monde.

La veille, Etats-Unis et URSS étaient de faux frères ennemis, les Américains soutenant économiquement l'URSS depuis bien longtemps, l'anti-soviétisme reaganien montrant qu'il n'était qu'une façade idéologique en acceptant que les agriculteurs américains continuent d'écouler leurs surplus vers l'URSS. Aujourd'hui, ce sont des alliés sourcilieux de leurs territoires respectifs et soucieux de mettre au pas les pays qui refusent de se plier à leur ordre.

Les Etats-Unis, mal en point économiquement, cherchent à se refaire une santé géopolitique par une « bonne guerre ». L'Etat soviétique en déliquescence plus grande encore veut faire de même avec une « mauvaise paix ». Ayant besoin des capitaux et du neutralisme bienveillant des Américains dans sa sphère d'influence malmenée par les changements de régime et la crise économique, le parti gorbatchévien est prêt à prôner une nouvelle détente. Il préférerait le statu-quo, d'où son soutien aux mouvements pacifistes occidentaux et ses plans de paix, plutôt que de laisser s'installer les Américains mais il n'a guère le choix. Au bord de la banqueroute, il se décharge des pays qu'il tenait à bout de bras comme Cuba et certains pays d'Afrique, mais il tient à contrôler les gouvernements de l'Europe de l'Est.

Le capitalisme américain ne veut pas et ne peut pas laisser échapper les réserves pétrolières du Moyen-Orient.

Depuis longtemps, il cherche à contrôler l'OPEP. La politique de l'émirat koweïtien, qui ne respectait pas les quotas et qui contribuait à la baisse des prix, politique qui était également celle de la monarchie saoudienne, menaçait trop le marché. Elle rognait les profits des transnationales pétrolières, dominées par les intérêts américains. La chute de 20,7 \$ le baril à 14,2 \$ au cours du premier semestre de 1990 était insupportable. A 25 \$ le baril, les exploitations pétrolières en Alaska ou en Sibérie redevenaient rentables.

Le prétexte koweïtien

Epuisé par huit années de guerre contre l'Irak, l'Etat irakien se retrouvait avec une dette extérieure de 75 milliards de dollars. Son seul moyen de régler l'ardoise: le pétrole. Pour lui aussi, l'effondrement des cours était inacceptable, d'autant que certains pays occidentaux, comme la France, se mettaient brusquement à réclamer leurs créances. Le riche Koweït, Etat créé par les Occidentaux pour garder l'or noir et revendiqué par l'Irak depuis sa propre indépendance en 1932, devenait donc une proie logique et tentante pour la dictature de Saddam Hussein étranglée par le cours des événements. La revendication d'un véritable accès à la mer, déjà à l'origine avec l'Irak avec le Chat-el-Arab, revenait à l'ordre du jour.

Parfaitement au courant des négociations entre Irakiens et Koweïtiens sur le litige frontalier, parfaitement informés par ses services secrets et ses satellites militaires, les Etats-Unis ne sont pas intervenus. La dictature de Saddam Hussein s'est machiavéliquement laissée manipuler en envahissant le Koweït, mais il n'avait guère le choix: c'était maintenant ou jamais.

L'Etat américain pouvait enfin installer directement ses troupes au Moyen-Orient et prendre la relève de l'Irak depuis la chute du Shah, affaire dans laquelle l'administration Carter avait complètement pataugé et dont il voulait se racheter. Suivi par tous les pays Occidentaux, il se pose de nouveau en gendarme du monde. Sa logique n'est pas seulement militaire, mais également économique, car sont but est aussi de contrer son principal rival économique: le Japon, premier créancier mondial dont les yens contribuent à combler le déficit budgétaire américain (achat de bons du Trésor), mais dont la consommation de pétrole dépend à 70% du Moyen-Orient.

Les dirigeants japonais sont mal placés dans la compétition militaro-industrielle et désirent maintenir la priorité dans les investissements productifs, tout en gardant de bonnes relations avec les pays du tiers monde: ils n'ont pas cédé à la pression de leurs « durs », qui voulaient s'engager militairement contre l'Irak, et continuent de rester tranquillement à l'abri du parapluie nucléaire américain. Ils attendent leur heure, tout comme les dirigeants chinois qui, comme bon nombre de dictateurs, profitent de la crise pour se refaire une virginité politique sur la scène mondiale.

La poudrière nationaliste

Presque tous les Etats du Sud ont suivi les Etats-Unis contre l'Irak. Héritant des frontières créées par les anciens colonisateurs, il n'est pas question pour eux d'y toucher sous peine de graves conflits dans lesquels ils risqueraient de disparaître. Ils ne peuvent donc accepter l'invasion irakienne, aussi légitime qu'elle puisse leur paraître. Le

Yemen (le seul Etat qui a soutenu l'Irak à l'ONU, avec Cuba) adopte une position contraire parce qu'il a justement de très grosses revendications territoriales vis-à-vis de l'Arabie Saoudite.

Il ne faut pas sous-estimer les sentiments des populations arabes, qui se sentent malgré tout représentées par Saddam Hussein contre le sionisme et l'impérialisme américain. Mais ce facteur peut se révéler à terme très dangereux car ce qui les anime, c'est le nationalisme, qu'il soit pan-arabe ou celui de leur Etat respectif. Or, le nationalisme, c'est la guerre! Ces populations déshéritées sont paradoxalement prêtes à mourir pour des frontières que leur ont imposées les colonisateurs ou à jouer avec le feu pour la constitution d'une mythique grande nation arabe dont leurs dirigeants ne veulent pas, à moins qu'ils ne la contrôlent (comme le voudrait Saddam Hussein). Les mouvements ouvriers et la conscience antimilitariste sont tellement faibles ou tellement réprimés dans ces pays, alors que progressent les intégrismes politiques ou religieux, qu'il n'existe malheureusement pas grand chose pour faire actuellement contre-poids.

Notre responsabilité est à cet égard cruciale. Nous devons expliquer les enjeux, rappeler l'histoire, marteler le fait que partout et toujours le nationalisme c'est l'Etat, avec son régime d'exploitation et d'oppression, que la culture et la religion servent d'alibi. L'une de nos premières tâches est de nous adresser à la population immigrée en France, et notamment à la jeunesse, celle qui pourra prendre la relève de l'alternative au lieu de partir au front, sur des bases claires, justes et logiques: ni Bush ni Gorbatchev ni Saddam Hussein... ni Dieu ni maître ni militaires.

Philippe Pelletier

EN BREF

SOIREE-DEBAT
Le collectif « Malgré tout » vous invite à une soirée-débat consacrée à Jean-Paul Sartre, avec Michel Benasayag, le vendredi 25 janvier, à 20 h, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M^o Rue-du-Bac), à Paris.

« BLOC CONTRE LA GUERRE »
Créé à l'automne pour lutter contre la guerre, le BCG, basé dans l'Eure, regroupe une cinquantaine de personnes: des inorganisés et des militants (FA, LCR, associations, radios locales). On peut le joindre en écrivant à Thierry Martin 27350 Routot.

UN APPEL AUX ARRETS
David Ruis, appelé stationné à Rouen, est apparu à l'émission « Ciel mon mardi! », le 8 janvier, pour dire « non à la guerre ». De retour à la caserne, il a été placé aux arrêts de rigueur, pour 10 jours. En soutien une manif de 300 personnes s'est déroulée le 14 janvier, et une délégation de syndicalistes est allée à la caserne demander sa libération.

« OBJECTION A LA GUERRE »
Tel est le nom d'un collectif créé dans le Cantal (la liaison FA d'Aurillac y est présente). Il invite les personnes désireuses de paix à le soutenir. Il peut être joint chaque samedi, à 15 h, sur la place du Salut, à Aurillac.

OCCUPATION
Le samedi 19 janvier, une centaine de membres du Collectif libertaire lyonnais contre la guerre ont occupé le siège de la Fédération départementale du Parti socialiste du Rhône.

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

Amour... anarchie, ou l'avortement à travers la chanson

L'avortement vanté par la chanson anarchiste, voilà une chose qui peut nous sembler originale aujourd'hui. Naguère, la chanson était pourtant un bon moyen pour propager une idée. Ce moyen, les libertaires en ont usé avec abondance, comme nous l'explique dans ce nouveau volet sur la contraception et l'avortement notre compagnon Gaetano Manfredonia.

MOYEN de communication et de propagande de choix, la chanson anarchiste émailla tous les moments de la vie militante de la Belle époque. Entonnée à la vavite lors des apparitions publiques, elle est inmanquablement présente lors des multiples soirées familiales, punchs ou « vins d'honneur » que périodiquement les compagnons organisent au quatre coins du pays.

Comment s'étonner alors de l'incroyable foisonnement de cette forme de propagande ? Convaincus de ses vertus pédagogiques, les militants de la fin du siècle se font un devoir d'enrichir inlassablement leur répertoire de compositions nouvelles. Mêlant le pire et le meilleur, ces chansons, pour la plupart « à thème » couvriraient à peu près tous les différents aspects de la propagande libertaire et, parmi celles-ci, la propagande néo-malthusienne occupe une place de tout premier plan. Ainsi le catalogue de La Chanson du peuple, la maison d'édition fondée en 1912 sous les auspices du journal *La Guerre sociale*, ne cite pas moins qu'une bonne douzaine de compositions portant sur ce sujet auxquelles il est possible d'en ajouter au moins autant en glanant ici et là dans la presse de l'époque.

Pas un, en tout cas, des principaux chansonniers engagés « fin de siècle » qui n'ait pas dans son répertoire une ou deux chansons contre les repopulateurs, à commencer par les deux figures les plus marquantes de la chanson sociale française : Pottier et Clément. Au premier, véritable initiateur, nous devons dès le Second empire *Une Grève des femmes* (1) envisagée comme un moyen pour lutter contre la guerre ; quant à Clément, venu au malthusianisme sur le tard, il nous a laissé *Ne me fait plus d'enfant*, un classique du genre (2).

Monthéus, lui-même, opportuniste comme toujours, chantera lui aussi une

Grève des mères aux accents humanistes et pacifistes avant de se révéler un des chantres attirés de la boucherie à venir. Pour l'instant, il conseille : « Refuse de peupler la terre/Arrête ta fécondité/Déclare la grève des mères/Aux bourreaux crie ta volonté/Défends ta chair, défend ton sang/A bas la guerre et les tyrans » (3). Parmi les compagnons de route du mouvement libertaire de l'époque, Léon de Bercy mérite une mention particulière. Ami du couple Humbert, il fut l'auteur prolifique d'une quinzaine de chansons au moins stigmatisant les « lapinistes », et que *Génération consciente* publiera régulièrement dans ses colonnes.

Amour, abondance et santé... conditions nécessaires à l'enfantement

Paul Robin, lui-même, l'initiateur et le principal animateur du mouvement néo-malthusien, écrira une poésie intitulée *Bonne naissance* où il réaffirme son attachement à la « liberté de la maternité ».

Ce foisonnement de compositions favorables à la limitation des naissances ne doit pas cependant nous induire en erreur sur la portée réelle de ce mouvement dont les arguments idéologiques avancés restent toujours passablement confus.

Derrière la multitude des prises de position se cachent ainsi des motivations parfois fort éloignées les unes des autres, pouvant aller de l'antimilitarisme à la lutte contre le paupérisme ! A cela, il faut aussi ajouter l'existence d'une dimension ouvertement eugéniste qui aujourd'hui peut paraître choquante.

Robin, par exemple, posait comme condition nécessaire à l'enfantement après l'« amour » et l'« abondance », celle de la « santé » : « *Dernier mot : vos santés robustes/Vous laissent-elles sans soucis/Sur celles de vos futurs fils* » (4).

De son côté, Léon de Bercy, dans une de ses chansons les plus connues, *Ventre de Gueux*, présente la condition de vie misérable menée par un individu « issu d'un sexe dépravé » : « *Le ventre en l'air au nez du monde/Issu d'un sexe dépravé/Je fus, un jour, en plein pavé/Par dame nature bavé/Comme quelque chose d'immonde* » (5).

Les « dérivés » de ce type de discours sont évidents ; c'est toutefois seulement en se plaçant du point de vue de l'émancipation féminine que la propagande néo-malthusienne prend — il nous semble — toute sa véritable signification.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si dans le catalogue de La Chanson du peuple, déjà cité, ces compositions antirepopultrices sont classées avec celles qui s'adressent aux femmes ou parlent de l'« amour libre », car c'est bien ainsi qu'elles sont perçues par les militants. Et c'est donc tout naturellement que *L'Affranchie* du Père-la-Purge affirmant : « *Des préjugés bravant la crainte, / je dis : amour et liberté* » (6) côtoie *Procréation consciente* de Charles d'Auvray conseillant : « *L'amour est un jeu dangereux/Les risques sont nombreux/Je n'exagère/Au nom de l'amour maternel/N'accomplis pas l'acte charnel/A la légère* » (7).

La propagande néo-malthusienne possède une dimension individualiste indiscutable car, au-delà des vertus sociales mirifiques dont la parent ses théoriciens, elle connaît un succès important tout d'abord en tant qu'affirmation de la part des individus (hommes ou femmes) de la volonté de se réapproprier leur corps et leur destinée.

Certes, en dehors des cercles féministes, ce type d'arguments est avancé rarement et se trouve écarté au profit d'une approche d'avantage « hygiéniste » ou « scientifique ». Mais le caractère « individuel » de cette propagande ne peut pas être sérieusement contesté et c'est d'ailleurs chez les militants individualistes que le droit à l'avortement se trouve reconnu comme étant une des conséquences directes de celui de la libre maternité. Témoignage Lanoff, le chansonnier individualiste ami de Lorulot et défenseur des « bandits tragiques » à qui nous devons plusieurs pièces dont *Maternité* et *Le droit à l'avortement* dans lesquelles il se prononce sans détour (chose quasiment unique à l'époque), et en dépit des risques de la loi, pour que l'on accorde aux femmes la liberté la plus complète de disposer de leur corps.

Gaetano Manfredonia

- (1) In *Le Père Peinard*, 19-26 février 1900.
- (2) In *Régénération*, n° 23, avril 1903.
- (3) *La Grève des mères* (collection privée).
- (4) *Bonne naissance*, in *Régénération*, n° 30, novembre 1903.
- (5) *Ventre de gueux*, in *Le Libertaire*, n° 40, 2-9 septembre 1900.
- (6) Paris, 1906.
- (7) Coll. privée.

COMMUNIQUE

En raison des événements tragiques du Golfe, le meeting en faveur de la contraception et de l'avortement, qui devait se dérouler, à 20 h 30, le vendredi 25 janvier, à l'AGECA (177, rue de Charonne, 75011 Paris) est reporté à une date ultérieure. Il est remplacé par une réunion-débat contre la guerre, organisée par des groupes de l'Est parisien de la Fédération anarchiste.

« Le droit à l'avortement »

Femmes, tu n'as qu'un droit, c'est celui d'être mère,
Sans le contester la loi te le confère ;
Pourquoi donc pourrais-tu librement enfanter
Et n'aurais-tu pas droit à te faire avorter ?
La loi punit cet acte en l'appelant un crime,
Je le prétends un droit strictement légitime ;
L'être qui dans ton sein puise vitalité
Ne peut être qu'à toi seule propriété.

Coût irréflecté n'engendre que misère,
Dans tes rapports charnels ne sois pas si légère,
Affranchis donc ton mâle en lui développant
Que la gêne au foyer survient avec l'enfant.
Tout geste à ce propos, pour toute l'existence,
Peut amener, vois-tu, très graves conséquences !
Commets l'acte charnel avec lucidité,
N'aie désormais d'enfants que par ta volonté !

Il te faut en amour être avant tout pratique,
Envisage d'abord le point économique ;
Si celui qui va naître est un impôt nouveau,
De ton ventre aussitôt libère ce fardeau.
Si l'enfant doit porter des tares d'atavisme,
Germes de syphilis, germes d'alcoolisme,
Presentent l'avarie que tu vas enfanter,
Femme, n'hésite pas à te faire avorter !

Refuse désormais de mettre sur la terre
Des êtres qui, plus tard, à nous feront la guerre ;
Réponds au capital en laissant pour les grands
La tâche à l'avenir de faire des enfants.
Malgré tes précautions si tu dois être mère,
Recours à la science, évite la misère :
Plus de chair à plaisir, plus de chair à canon,
Plus de chair à travail, plus de chair à patron !

Libre à toi de créer, libre à toi de détruire,
Ce n'est qu'à ta santé, femme, que tu peux nuire.
Si tu risques ta vie à ce jeu dangereux,
C'est que le fait d'une autre est par trop douloureux
Lorsque contre ton gré, tu te trouves enceinte,
T'obliger à créer, c'est te faire contrainte ;
La loi te reconnaît : droit à l'enfantement,
Tu dois avoir aussi : droit à l'avortement !

Paroles de Lanoff (1912)

N.B. : Collection privée G. Manfredonia.

QUARTIER

Les luttes de la Moskowa

La Moskowa est un quartier pauvre, tranquille, métissé et « charmant » du 18^e arrondissement. La Mairie de Paris, là aussi, veut le raser pour construire du neuf et du plus chic. Une lutte menée par certains habitants et relayée par les Verts a permis d'occuper, depuis mars 1990, une maison murée et vouée à la démolition.

Cette petite maison de quatre pièces abrite un peintre, une occupante et depuis mi-décembre 90, Claudine Creach et Akli, son compagnon, tous deux en lutte pour obtenir un logement. Claudine y a mené sa grève de la faim. Elle fut, pour l'occasion, soutenue par un collectif comprenant la Ligue des droits de l'homme 18^e, SOS-Racisme, des Verts, des membres de la FA, des anarcho-syndicalistes de la CNT, des adhérents du PCF, des trotskystes de la LCR, etc.

Une partie de ce collectif souhaite poursuivre la lutte en faveur du logement du 18^e arrondissement, et ceci

de façon unitaire. Cette lutte est d'autant nécessaire sur le quartier que la Mairie cherche à diviser les habitants en faisant croire à des relogements mirobolants. Les manipulations vont bon train.

Chaque dimanche est l'occasion de venir discuter, autour d'un repas ou d'un café, avec des personnes de sensibilités différentes, dans la petite maison de la Moskowa, abritant aussi une association de même nom, chargée de populariser la lutte.

Le week-end du 12 et 13 janvier, une fête a drainé en direction du quartier des centaines de personnes. L'Association intercontinentale des arts (ABIA) a peint les murs du quartier, proposé de la musique et des performances.

L'association « La Moskowa » a exposé le contre-projet de réhabilitation du quartier.

Ange L.

COLLOQUE DU PLANNING

« Europe et elles »

Il n'était pas aisé pour le Planning familial de rassembler, les samedi 12 et dimanche 13 janvier, plus de 600 femmes (et quelques hommes) pour réaffirmer, au moins à un niveau européen, le droit de choisir et de maîtriser, pour toute femme, sa fécondité. « Europe et elles » fut pourtant un succès.

A ce colloque est intervenue, entre autres, Michelle André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. Elle a annoncé l'abrogation de l'article 5 de la loi Neuwirth. Article stipulant que « toute publicité commerciale concernant les contraceptifs reste interdite sauf dans les publications réservées aux médecins et pharmaciens ». Mais attention cela n'est pas encore du définitif, il faut que cette proposition soit entérinée par le Conseil constitutionnel. Sinon l'essentiel des débats reprenait les thèmes développés ces dernières semaines dans *le Monde libertaire*.

A noter cependant, les « ateliers » du dimanche, où les militantes féministes ont pu débattre des méthodes pour contrer les opposants aux droits des femmes : les fameux commandos anti-IVG, groupes traditionalistes ou autres officines d'extrême droite.

Pour reprendre une formule du Planning familial, il faut « mieux les connaître, pour mieux les combattre ».

Information transmise par Lucie J. (gr. Pierre-Besnard)

FERMETURE D'UN LIEU DE VIE DANS L'AUDE

L'été noir sur Le Corry

La clef sous la porte

Le 19 décembre dernier, Le Corry recevait, des mains du maire de Ferran, un arrêté préfectoral (en date du 10) de fermeture du lieu de vie pour cause de vétusté des locaux. Le Corry disposait alors de deux mois pour faire appel de cette décision.

La Direction sanitaire départementale de l'Aude n'aura pas attendu l'expiration de ce délai légal pour frapper de nouveau, puisque, le 4 janvier 1991, elle mobilisait la gendarmerie pour « récupérer » la demi-douzaine d'autistes, psychotiques... accueillis au Corry afin de les envoyer dans des hôpitaux psychiatriques. Peu importe que les parents des enfants aient constaté que le lieu de vie avait beaucoup apporté à leurs enfants ! Peu importe que les hôpitaux psychiatriques soient des mouroirs ayant déjà — antérieurement — fait leurs preuves sur ces mêmes enfants ! Et au bout du compte, peu importe l'essentiel, pour le pouvoir et ses institutions dès lors qu'il a décidé d'aneantir ce qui lui est alternatif.

Dans ces conditions, qui sont celles de la guerre ouverte, il s'avère donc indispensable que nous nous mobilisions pour aider Le Corry et pour empêcher la fermeture d'autres lieux de vie. Nous vous tiendrons au courant.

Jean-Marc Raynaud

La fermeture du lieu de vie Le Corry, dans l'Aude (proche de Limoux), par décision du pouvoir central et avec la complicité du pouvoir régional n'est pas une petite affaire. Il s'agit d'un acte politique grave.

En effet, un lieu de vie n'est pas une institution banale. Il s'agit d'un espace de liberté, fondé sur le partage et le « vivre avec », qui accueille des jeunes, la plupart du temps exclus du champ social.

Que le pouvoir ait besoin de fermer un tel espace avec des critères-prétextes de « vétusté des lieux » en dit long sur la décadence actuelle de nos institutions.

Nous ne nions pas la nécessité d'institutions classiques auxquelles nous sommes les premiers à faire appel. Mais pourquoi ne pas permettre à des citoyens, au cœur de la cité, de créer des lieux de vie qui puissent faire un travail

social et économique avec des exclus, des marginaux et des psychotiques ?

Il ne s'agit pas de nier la compétence des spécialistes (nous en avons également besoin) ; il s'agit de faire accepter l'acte de partage avec d'autres citoyens.

La décision administrative de fermeture du lieu de vie Le Corry est une erreur politique. Il concerne, bien entendu, un tout petit nombre d'individus (6 accueillis et 3 animateurs), mais symboliquement et concrètement c'est une atteinte à la liberté d'individus et à une tentative exemplaire et qui de tout temps a été réprimée...

Admettons que les raisons administratives soient réelles : « Le Corry est vétuste ; l'électricité est mal branchée ; il manque des extincteurs », etc.

Pourquoi, alors, ne pas avoir donné les moyens économiques à cette association pour remédier à ces problèmes matériels ?

Cela fait sept ans que Le Corry demande cette aide et qu'elle ne lui est jamais accordée ! Dix ans, par ailleurs, que ce lieu est utilisé par des institutions, des individus (entre autres Tony Lainé), d'autres lieux de vie (Le Coral), des parents, des travailleurs sociaux.

Le problème aujourd'hui n'est pas de juger le comportement des animateurs, Monique et Baudille Causse, qui a pu être opposant, voire « caractériel ». Le problème est que le pouvoir n'a pas été capable de donner un coup de main à cette tentative alternative, comme il a

Que des erreurs aient pu être commises dans le lieu est évident, mais est-il normal qu'un pouvoir exclue ainsi des créateurs sociaux ?

La notion de « vivre avec »

Le « vivre avec » n'est pas un slogan de publiciste : il est la formulation de citoyens au service d'autres citoyens. Interdire cette pratique démocratique est un acte de barbarie (cf. Cornélius Castoriadis) faite une fois encore pour



L'action en faveur des lieux de vie mise en branle, hier, pour Le Corry.

les plus grandes difficultés à aider les jeunes créateurs. Face à ce refus, les Causse ont résisté et ils se sont affrontés à l'incompréhension générale. Eux et leurs accueillis se sont vus incompris, mais aussi les parents, leurs amis et les autres lieux de vie.

En pleine crise, j'ai demandé une entrevue au préfet de l'Aude pour négocier un compromis qui a été refusé.

morceler, diviser, tuer ce qu'il en est de l'alternative en France.

Lorsqu'en 1975 j'ai fondé Le Coral, puis lancé le Collectif Réseau alternatif (RSA) dans lequel les Causse se sont impliqués dès 1979, ce n'était pas pour créer une nouvelle forme d'institution ou pour m'opposer à elles.

Ce fût un acte de créativité pour partager le quotidien avec des personnes en

difficulté et montrer qu'il était possible de « vivre avec ». Et ce « vivre avec » est tellement évident qu'il a permis à des dizaines de jeunes accueillis de se socialiser et à la plupart de sortir de l'enfermement psychiatrique et chimiothérapique. Non pas que nous fassions des miracles, mais « vivre avec » dans le partage et le quotidien permet à la souffrance et à la différence d'exprimer et de vivre sa citoyenneté.

En résumé, le résultat est clair : soit on se plie aux conformités administratives d'un agrément ; soit on se fait fermer. La rumeur se permettra d'affirmer qu'au Corry, il devait se passer des choses louches (j'en connais un brin sur ce chapitre !), mais la rumeur oubliera de dire que dans ces lieux de vie on accueille des jeunes qui ont de sérieux problèmes d'identité et d'insertion ; que nous partageons la vie avec eux et que nous prenons quotidiennement des risques.

Il va sans dire qu'il s'en passe autant dans les institutions, mais elles sont protégées par les murs, les équipes et les élus.

Ce qui est normal et compréhensible : nous l'acceptons. Ce que nous n'acceptons pas c'est qu'en 1991 et en démocratie, il n'y ait plus de place pour ces espaces de liberté que sont les lieux de vie. C'est pour cela que nous refusons cette mesure arbitraire, qui a été prise la veille de Noël et qui tue une des rares alternatives existantes dans le département de l'Aude.

Nous ne l'admettons pas, parce qu'il s'agit d'une injustice et que le droit légitime de citoyenneté est bafoué.

Claude Sigala
(lieu de vie Le Corry)

A L'ECOUTE DE L'ACCOLTA NAZIUNALI CORSA

Derrière les marinas, un peuple !

Voici la suite et fin d'une interview de Jean-Dominique, animateur de l'Accolta Naziunali Corsa (Alliance nationale corse, ANC) effectuée par Xavier Merville (gr. Carlo-Caffero de Paris) pour le compte du Monde libertaire.

ML : Est-ce le colonialisme qui a détruit l'économie corse ?

JD : De 1818 à 1912, la Corse était soumise à des lois douanières spécifiques défavorables aux produits corses, obligés de transiter dans des ports français et lourdement taxés, et favorables aux produits français détachés, dans le but de la rendre dépendante de la métropole. L'économie corse a été asphyxiée.

A partir des années 60, le gouvernement et les industriels français se sont émus des vagues de vacanciers qui dépensaient leur argent en Espagne, en Italie, en Grèce. La Corse a été perçue comme un instrument plus économique que stratégique. Les projets économiques ont été basés uniquement sur le « tout-tourisme ». Peu à peu, est apparue une bourgeoisie corse liée à la

distribution de produits finis fabriqués hors de Corse et aux prestations de services, comme il n'y a plus de production sur place. Ce néo-clan est représenté notamment par la société Unigros, qui a le quasi-monopole de la distribution alimentaire et qui arrose tous les partis politiques. Citons aussi le Club Méditerranée.

Les bénéfices du tourisme sont réinvestis à 70% hors de Corse. Pour deux millions de touristes par an, il n'y a que 250 emplois à temps complet dans ce secteur ; le reste est composé d'emplois saisonniers aux conditions sociales déplorables. Ce qui fait peu pour 240 000 habitants.

La Société de mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) s'est surtout chargée de réinstaller les anciens colons d'Algérie. C'est à partir de ce moment qu'est apparue une production viticole phénoménale. Les banques leur ont donné des facilités qui avaient été refusées aux jeunes Corses, poussés à vendre leurs terres à bas prix. Ce scandale a été dévoilé par l'affaire d'Aléria en 1975.

Le mouvement nationaliste est apparu au milieu de ces manifestations d'agriculteurs. Le mouvement régionaliste est devenu autonomiste ; puis, après les morts d'Aléria et la dissolution de l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC), animée par les frères Siméoni, une branche du mouvement s'est définie comme « réformiste » et une

autre « indépendantiste » avec le FLNC, clandestin. Le problème de la création d'organisation de masse s'est posé. Le FLNC s'était créé car certains estimaient que les voies légales étaient épuisées. De 1967 à 1980, il n'y avait qu'une organisation clandestine, qui posait cependant des questions politiques de fond. En 1980, une organisation publique est née. De groupuscule, elle est devenue une organisation importante.

ML : Pourquoi ce qualificatif de « nationaliste » ?

JD : Il faut distinguer le nationalisme des grandes puissances, qui aboutit souvent au fascisme, et le nationalisme identitaire, qui est l'expression d'un peuple cherchant à pratiquer un mode de vie, à prendre en charge ses affaires et éventuellement à se créer en société politique particulière. Ce droit naturel, je le reconnais à tous les peuples opprimés. Actuellement, le peuple corse n'a que le choix de rester dans le cadre de l'Etat français.

ML : Etat français qui impose ses statuts !

JD : Jusqu'en mai 1981, l'Etat n'utilisait que la répression. Il y avait environ une centaine de prisonniers politiques. Peut-on imaginer une organisation politique française qui aurait proportionnellement 5 000 prisonniers politiques ? En 1982, le « statut particulier » était un moyen pour l'Etat de donner l'illusion de résoudre le problème corse en

douceur. Cependant, l'Assemblée corse n'avait aucun pouvoir. Ainsi, en 1983, 54 de ses membres sur 61 ont voté l'enseignement obligatoire en langue corse, réprimé depuis Jules Ferry. Le gouvernement français a interdit cette mesure ; et la répression s'est poursuivie. Entre 1983 et 1988, le nombre des prisonniers politiques, que les socialistes ne considéraient pas comme tels, a atteint presque la centaine. En majorité, il s'agissait d'une nouvelle génération de détenus, ce qui montre l'assise sociale du mouvement.

Le statut Joxe répond à la poussée nationaliste fulgurante dans le domaine institutionnel. Le mouvement a choisi de marquer des points sur le terrain de l'adversaire, sans se faire d'illusions sur la nature des élections. Nous ne nous sommes pas ralliés à cette conception galvaudée de la démocratie. A part l'embryon de reconnaissance du peuple corse, annihilé par l'intégration dans le peuple français et par la liaison avec l'insularité, qui évacue l'histoire du colonialisme, le statut Joxe ne permet aucune avancée politique.

ML : Quelle est la physionomie du mouvement nationaliste ?

JD : L'ANC a été créée en 1989 sur deux bases : la première était la remise en cause de la prétention du FLNC à assumer seul un rôle dirigeant sur le mouvement ; la seconde était l'absence de projet de société élaboré.

Nous reconnaissons la nécessité du pluralisme politique et de l'instauration d'une société de type communautaire sans classes.

Le FLNC a fait un projet politique sans ébauche d'analyse des classes sociales et peu approfondi. La Cuncolta reconnaît le FLNC comme direction politique et comme lieu de synthèses de toutes les analyses. Le Mouvement pour l'autodétermination (MPA) est une autre scission, sans projet encore publié, et est partisan d'une cogestion temporaire car il estime que le mouvement nationaliste est en position de faire valoir ses vues en Corse. Pour le moment, une union au-delà des organisations nationalistes me paraît dangereuse car le rapport des forces ne nous est pas suffisamment favorable.

Ces trois tendances de force égale : ANC, A Cuncolta et MPA, devraient faire une « unité dans la diversité » avec une plate-forme commune. Chaque organisation conserverait sa stratégie. Les divergences traitées politiquement et non pas *manu militari*, sont un enrichissement pour le mouvement.

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Carlo-Caffero), le 16 décembre 1990

N.B. : L'ANC possède un hebdomadaire bilingue, A Fiara, BP 1, 20215 U Viscuvatu.

MEXIQUE

Centra America : « Estamos jodidos en America » *

Gérard Dornel, qui a 61 ans et qui vit aujourd'hui dans une communauté ariégeoise, est un internationaliste impénitent de sensibilité libertaire. Aussi en 1989 (de janvier à avril) s'est-il rendu en Amérique centrale.

Au Mexique d'abord, au Guatemala ensuite et au Nicaragua enfin... pour aider, dans le cadre d'une ONG... à la cueillette du café.

BONJOUR, madame la marchande de voyages ; je voudrais vous acheter un billet pour la Mésomérie... Si vous aviez vu l'air ahuri de la vendeuse programmée du magasin de billets d'aéroplanes de la rue de la Paix, vous auriez fait immédiatement comme moi : choisi une compagnie bidon, avec un aller simple Paris-Mexico en fournissant un faux certificat à l'ambassade mexicaine qui s'en fout, mais qui exige néanmoins soit ce certificat, soit un billet de retour avant de délivrer le visa d'entrée dans le pays.

Mexico, première arrière-basse-cour des « étasuniens »... Guatemala, empire de la United Fruit devenu le territoire privilégié de la CIA pour expérimentations de génocide indien... Nicaragua, petit pays ayant pris l'habitude de désober méchamment à l'oncle Sam... sans être aux ordres de Fidel.

« C'est ça la Mésomérie ? » m'aurait questionné d'un « écran » inquisiteur la vendeuse, qui ne vend pas ce genre de « produit touristique ». Pour ne pas paraître, à mon tour, trop idiot, après avoir consulté Michel Leiris, je lui aurais répondu : « Oui, mademoiselle, ce sont des traits culturels communs à l'évolution comparable des Olmèques, Zapotèques, Incas, Aztèques, Mayas... pour ne vous en citer que quelques-uns. » (Ici, sifflement d'admiration, je vous en prie.)

C'est néanmoins en partie avec cette optique culturelle que la compagnie bidon atterrissait sans dommages à Mexico-Ciudad... le directeur de la susdite compagnie m'ayant affirmé que la Mésomérie c'était sa spécialité, d'ailleurs, c'était sa marchandise

préférée, alors, vous voyez... Comme il m'avait fait un prix avantageux, je lui avais caché soigneusement que le but principal de mon voyage était d'aller au Nicaragua pour y cueillir du café en tant que volontaire bénévole d'une ONG.

venir) des transfuges contemporains d'Emiliano, masqués, campent sur le parvis depuis plusieurs semaines. Syndicalistes paysans de l'Etat du Chiapas (n'oublions pas que nous sommes aux Etats-Unis du Mexique) dansent et chantent leurs revendica-

culaire de deux mètres environ, le centre de l'espace libre étant la roue du side-car où est attachée l'extrémité de la chaîne. Vision surréaliste de cette gosse qui ne se fera pas écraser, certes, mais qui « respire » les gaz des milliers de bagnoles qui la cernent en

Il existe trois niveaux d'étalage : des stands à hauteur humaine, des caisses sur le trottoir et des plastiques à même le sol. L'envahissement de ces petits vendeurs est tellement important qu'il est difficile de se frayer un chemin. Les femmes employées dans les petits restaurants ou hôtels de même catégorie emmènent leurs bébés et leurs enfants en bas âge sur les lieux de leur travail. En dehors de leurs occupations spécifiques, elles lavent, cirent, frottent, peignent tout ce qu'il est possible de laver, cirer, frotter, peindre. Pendant deux petites heures, le soir, toute cette population mercantile grouillante, hurlante, fourmillante va s'évanouir peu à peu pour se retrouver ensuite autour du zocalo, place principale d'une ville ou d'un village où tout le monde se détend, rit, chante, danse près d'un kiosque à musique. Là bat le cœur d'une population qui n'a pas encore perdu le sens de la fête, de la convivialité. A Chetumal, pour ne citer que ce zocalo prolongé par une superbe promenade aménagée le long des Caraïbes, j'ai eu la grâce de voir s'ébattre comme des papillons des centaines d'enfants endimanchés, joyeux et turbulents, robes en satin et à volants, couleurs vives et tons pastel, jeans et polos chamarrés... les parents guère plus « vieux » que les enfants. Un délice ! Un enchantement ! Un régal ! Pauvre vieille France rabougrie où les enfants sont invisibles, où tout est mort après 21 heures !

Heureux, les Mexicains ? Qui oserait poser cette question stupide que ce soit pour les Français, les Allemands ou les yankees ? Toutefois, en comparaison avec les populations du Guatemala, il est possible d'affirmer qu'ils vivent... et c'est déjà beaucoup !

Gérard Dornel

(*) Amérique centrale : nous sommes les « baisés » de l'Amérique.
(**) Organisation non gouvernementale.



Mexico-Ciudad : un enfer, peuplé de 18 millions d'habitants où, dans les hôtels, il est interdit de se servir des ascenseurs en cas de tremblement de terre (textuel !), où le soleil n'apparaît que voilé, tel un vieux gruyère enrobé d'une vieille gaze jaunée par sa propre pollution, où, dans le quartier de Coyoacan, la seule vieille maison de la rue Morelos demande aux visiteurs de « Frapper fort » par l'intermédiaire d'une pancarte clouée sur la porte de la maison où a vécu et fut assassiné Trotsky à coups de pic à glace... où le mot *revolucion* est affiché, dessiné, écrit dans les journaux, sur les murs et surtout les fresques murales que les peintres mexicains ont l'air d'aimer particulièrement. Au palais de la *gubernacion nacional*, une peinture murale du peintre Ribeiro, ne mesurant pas moins de 25 mètres de long sur 5 mètres de haut, nous retrace toutes les révolutions du pays, et elles sont nombreuses ! On peut y voir notamment des petits curés lubriques en pleine luxure face au grand Karl Marx qui, d'un air serein et ombrageux, invite un Pancho Villa et l'Emiliano Zapata à distribuer la terre à ceux qui la cultivent, tout cela sous le regard démoniaque de l'oncle Sam... qui se sauve, cigare dans la gueule.

Non loin de là, dans l'enceinte de la cathédrale (endroit privé où la police est censée ne pas avoir le droit d'inter-

tions en dénonçant les exactions de la police de leur Etat ; ce qu'ils ne pourraient pas faire « chez eux » sans risquer leur vie... ce qui ne veut absolument pas dire qu'ils bénéficient d'une totale sécurité dans l'Etat de Mexico ! Il ne s'agit que de disparitions de militants, dont on découvre les corps torturés et mutilés... affaire courante, pas de quoi s'émouvoir. Les polices nationale et fédérale possèdent un contingent bien rôdé de barbouzes, Polices qui ont toutes les sympathies de la CIA ! Marrants, les petits flics de la circulation ! Ils s'époumonnent dans des sifflets à plusieurs tons imitant les oiseaux de la forêt tropicale et scrutent la couleur des vignettes obligatoirement apposées sur les pare-brise arrière des voitures particulières. Aujourd'hui, les jaunes ont le droit de circuler, ce qui signifie que les rouges et les verts restent obligatoirement dans leurs parkings de quartier ; pollution oblige ! Infraction ? Pas de paperasses ni discussions possibles. Le keuf vous arrête, décroche votre plaque d'immatriculation, obligatoirement décrochable et vous allez payer la note au commissariat le plus proche en ramenant votre bien.

Mexico, la pollution sur les cimes

Tout cela est bien indifférent à l'utilisateur des transports en commun, métro (technologie française) ou autobus, mais il s'expose à des désagréments d'un autre ordre. Dans l'autobus menant au prestigieux musée anthropologique, un pickpocket découpe consciencieusement au rasoir de coiffeur un petit sac à dos en toile en se penchant sur elle. La victime tire violemment sur son sac, ce qui blesse la main du *ladron*, le sang gicle jusque sur les lunettes de la touriste. Le type s'éclipse promptement en comprimant sa main blessée. Il descend sur le paseo de la Reforma, où, sur le trottoir central, une femme avec un side-car de vélo rempli de vieux cartons fait la manche. Sa petite fille, de 3 ou 4 ans, est attachée avec une grosse chaîne qui entrave ses chevilles, lui laissant une « mobilité » cir-

l'étouffant méticuleusement. Elle passe ses journées là. Il lui faudrait parcourir près de 40 kilomètres à travers la ville, vers Teotihuacan, pour que la chappe jaunâtre de pollution de la cité commence à laisser apparaître un semblant de soleil qui n'est plus trop voilé, et ceci, à plus de 2 300 mètres d'altitudes, qui est celle de Mexico-Ciudad.

La bibliothèque d'Oaxaca et ses livres en... anglais !

C'est alors, sorti du cloaque, et alors seulement, que les villes coloniales, les volcans, les sites archéologiques nous sollicitent et deviennent un fabuleux pays : le Mexique. Je me vautre avec l'ivresse d'un désintoxiqué récent parmi les enluminures des églises de Queretero, de San Miguel de Allende. A Oaxaca, je passe une matinée entière dans la bibliothèque municipale, véritable petit palais de sultans andalous. Les salles de lecture, petites pièces fraîches et intimes, sont séparées par de multiples patios fleuris où gazouillent des fontaines d'eau dansantes. « Là, tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté », et force est de constater que la quasi-totalité des livres prêtés sont imprimés en langue anglaise. Bon nombre traitent de l'économie US, histoire de rappeler qu'il n'est pas question pour le Mexique de sortir de la tutelle des *yankees*. En un petit siècle, plus de 60 interventions militaires directement profitables à la Standard Oil of New Jersey et à l'United Fruit ont eu lieu... ce qui ne profite guère aux paysans *ladinos* (métisses), les Indiens, peu nombreux, n'ayant plus un pouce de terrain à eux depuis des lustres ! De toute façon, les uns et les autres sont corvéables et taillables à merci. Les *braceros* (journaliers) vont travailler aux récoltes du sud des USA. Là, parqués dans des camps, insultés par leurs contre-maîtres, ils sont traités comme les nègres au temps pas si éloigné de l'esclavagisme. Une autre possibilité de survivre est le petit négoce des échoppes et du trottoir ; on y trouve tout ce qu'il est imaginable de vendre.

CHILI Appel à la solidarité

Le mouvement anarchiste chilien est en pleine recomposition et demande notre aide financière, pour son journal, *Accion directa*, dont le n° 1 est déjà sorti, pour l'achat d'un local et la création d'une radio.

Vos chèques sont à adresser à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), à l'ordre d'ALDIR, en spécifiant « Solidarité Chili ». Même de petites sommes, mais en souscriptions régulières, aideront nos compagnons à se développer.

Les Relations Internationales

URSS

La vie de la KAS

Nous apprenons (un peu tardivement) que les militants anarcho-sindicalistes « soviétiques » continuent à s'organiser.

Les 14 et 15 juillet 1990, un certain nombre de compagnons de Sibérie et d'Extrême-Orient ont décidé de créer la Confédération trans-ouraliennne des anarcho-sindicalistes (ZKAS), qui a adhéré à la KAS. La ZKAS possède des groupes à Angarsk, Petropavlovsk, Kamchatski, Tomsk et Kabarovsk.

A l'occasion de leur rencontre, les anarcho-sindicalistes sibériens se sont dits favorables à une autonomie sibérienne et, par ailleurs, ont pris des résolutions sur les problèmes écologiques et notamment au sujet de l'état catastrophique du lac Baïkal.

Une autre confédération a vu le jour en Ukraine. Cette confédération a pour nom : KAU « Nabate » (le Tocsin).

D'après la revue espérantiste *Librecana Ligilo*

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Samedi 26 janvier
 — « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : Interview de Laurent Louessard, auteur de l'ouvrage *La Révolution de juillet 1830* (éditions Spartacus) ; *La Vie ouvrière - spécial impôt* ; le collectif anti-nucléaire « Stop-Nogent ».

Mardi 29 janvier
 — « Blues en liberté » (10 h - 12) : le thème de la guerre dans le blues.

Avis aux animateurs

De semaine en semaine, la « Sélection de Radio-Libertaire » s'amenuise. Il est demandé aux animateurs de R-L de bien vouloir communiquer à Cathy (par courrier, au 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou par téléphone, au 48.05.34.08) le contenu de l'émission qui les concerne. Par avance, merci.

La rédaction du *Monde libertaire*

HISTOIRE

**« La révolution de juillet 1830 »
 Laurent Louessard, éditions Spartacus**

1830 est l'année de tous les événements : parution des premiers romans de Balzac et de *Le Rouge et le Noir* de Stendhal ; bataille homérique d'Hernani de Victor Hugo, opposant les champions classiques aux athlètes romantiques, et enfin les Trois Glorieuses de Juillet, ayant mis à bas le règne de Charles X, remplacé par son cousin Louis-Philippe. C'est à ce dernier fait que s'est consacré Laurent Louessard. En quinze chapitres bien charpentés, il rappelle ce qu'a été la Restauration des Bourbons, ramenés par les fourgons des troupes étrangères, en 1815 ; la résistance opiniâtre de la population et des éléments républicains contre le retour du régime monarchique sous la forme la plus rétrograde ; puis aux événements et à leurs suites.

La tentative de Charles X, le dernier frère de Louis XVI, de rétablir l'ancien régime de droit divin, par le biais des quatre ordonnances du 26 juillet, supprimant la liberté de la presse, modifiant la loi électorale, déjà très inique, prononçant la dissolution de la Chambre des députés — des réactionnaires au possible — et repoussant au loin les élections suivantes, c'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. La colère de ceux que l'on appelle le « petit peuple de Paris » éclate comme un coup de foudre et la capitale se couvre de 4 000 barricades. Chose curieuse : les insurgés affrontent surtout les Suisses, comme en 1792, constituant la garde d'élite du roi (en effet, chez ce peuple réputé pacifique depuis cinq siècles, la tradition s'est instaurée — jusqu'à nos jours, par exemple, avec la garde pontificale — de fournir des mercenaires aux régimes autocratiques). Ils affrontent aussi les troupes de ligne. Seuls, ils n'auraient pu vaincre. C'est avec l'aide des anciens soldats de l'an II et de Napoléon, redevenus ouvriers et « mémoire du

peuple », que la victoire est remportée ; leurs connaissances militaires s'avèrent décisives dans les combats de rues. Cela dit, la bataille est rude, la liste des 504 insurgés victimes morts au combat, gravée sur la colonne de juillet de la place de la Bastille en fait foi.

Laurent Louessard ne se contente pas de décrire minutieusement le déroulement de la lutte, citant notamment les héroïques et intrépides insurgés, dont des femmes et des enfants, mais explique longuement comment tout le bénéfice de leur victoire va leur échapper au profit des députés couards et des bourgeois ne pensant au début qu'à défendre leurs biens d'éventuels pillages, puis au fur et à mesure que la victoire se dessine, se posant en vainqueurs de la 25^e heure.

Le « petit peuple » ne se laisse pas voler sa victoire et les libérés retrouvés un instant sans résister à l'épave, et désormais aux complots et conspirations des années 1815-1830 va succéder toute une série d'insurrections populaires à Paris, à Lyon, et ailleurs... en France et dans toute l'Europe. Ces insurrections finiront par déboucher sur le « Printemps des peuples » de 1848.

L'auteur a construit son ouvrage à partir de rapports et de publications de l'époque, puisés dans les Archives Nationales, et souvent peu utilisés jusqu'ici ; ce n'est pas le moindre mérite de ce livre sur l'entrée en scène, pour la première fois en ce XIX^e siècle, du prolétariat parisien. Pour tous ceux qui s'intéressent à la genèse des luttes qui vont jaloner ce siècle, il est bon de prendre connaissance de cette révolution qui va servir de modèle à ses suivantes.

Alexandre Skirda

N.B. : *La Révolution de Juillet 1830*, Laurent Louessard, éditions Spartacus, 246 p. 120 F.

Mohican Magnétique
 et le théâtre du Tourtour
 présentent
 une femme nomade
 au Tourtour :

Fabienne Elkoubi,
 du 22 janvier au 2 février,
 à 22 h 15.

Guitare : Pierre Chérèze,
 basse : Rémy Sarrazin,
 claviers : Daniel Yvon.

Théâtre du Tourtour
 20, rue Quincampoix
 75004 Paris.
 Réservations : 48.87.82.48.

BANDE DESSINÉE

**« Les Pieds Nickelés »
 René Pellos
 (éd. Vent d'Ouest)**

Les péripéties des trois compères continuent. Ribouldingue (le barbu), Filochard (le borgne) et Croquignole (le grand maigre) se moquant de la bourgeoisie et des flics deviennent tour à tour plombiers-poseurs de micros, conducteurs de train postal, candidats aux élections, contrôleurs des impôts chez Daso et même inspecteurs de police !

Alain Nicol

ANNIVERSAIRE

Radio-Libertaire : dix ans et toutes ses dents

Dix ans... une goutte d'eau dans l'Histoire de l'humanité, sans doute ! Mais déjà une bonne tranche de vie à l'égard des premières minutes d'émissions de Radio-Libertaire sur la bande FM. Les copains qui, un soir de septembre 1981, étaient regroupés autour d'une table de camping dans une cave de Montmartre étaient loin de pouvoir imaginer que Radio-Libertaire deviendrait par la suite l'un des symboles de la radio libre en France. A cette époque, les moyens de Radio-Libertaire étaient quasi inexistantes : quelques amis c'étaient cotisés pour acheter un émetteur italien, un ampli japonais, trois micros américains, un tourne-disque russe et un téléphone (français peut-être ?) posé dans le lavabo... l'évier, lui, servant de cabinet pour les urgences !

Des conditions d'émissions qui furent sans doute, au départ, celles de pas mal de radios libres. Mais auxquelles bien peu ont résisté. Très vite des requins, voyant l'argent qu'il y avait à se faire dans ce nouveau créneau, n'hésitèrent pas à se vendre corps et âme aux régies publicitaires, tandis que de nombreuses, plus petites, plus honnêtes ou moins téméraires, cessèrent bientôt de vivre. Radio-Libertaire a survécu à cette rude compétition et continue à défier les règles de l'économie capitaliste. Le chiffre d'affaire d'un an de la station doit être égal à celui d'une journée de certaines autres.

Pourtant, la radio de la Fédération anarchiste n'eut pas à affronter que ses concœurs gloutonnes : dès le début, elle eut droit à la visite des flics de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et au brouillage. En 1982, le gouvernement « socialiste » décide de mettre de l'ordre dans la bande FM et de n'autoriser que quelques radios à émettre. Radio-Libertaire n'en fait bien sûr pas partie. Manifestations, blocages de standarts, pétitions, télégrammes de provenance des quatre coins de la planète aboutissent à la reconnaissance de notre station par le pouvoir rose le 1^{er} février 1983. Mais nos émissions seront aussitôt brouillées et à nouveau interdites par la Haute autorité de l'audiovisuel. Le matin du dimanche 28 août 1983, à 5 h 40, la police prend d'assaut les studios de Radio-Libertaire, saccageant le matériel et sciant l'antenne.



C'est compter sans l'esprit particulièrement « teigneux » des militants anarchistes et le soutien actif des auditeurs. Dès le 3 septembre suivant, alors que plus de 5 000 personnes manifestent dans la rue, les émissions reprennent en direct de nos studios réaménagés d'urgence.

La « voix sans maître »

Le 15 mars 1984, Radio-Libertaire acquiert enfin un studio digne de ce nom, grâce notamment à l'argent récolté lors du gala de Léo Ferré à l'Espace BASF, qui s'est tenu quelque temps auparavant. Et un beau jour de 1987, la « voix sans maître » se voit enfin reconnue par le gouvernement libéral-socialiste et est autorisée à émettre sur 89.4 MHz. La dernière attaque de la part de l'Etat date d'octobre 1989 : prétextant une puissance d'émission supérieure à celle autorisée (alors que nous étions en permanence brouillés par deux stations de puissance dix fois plus forte !), le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) tenta à nouveau de nous interdire, mais il recula bien vite sous l'avalanche de pétitions, appels téléphoniques et lettres envoyés par des auditeurs vigilants, ainsi que par

de nombreux artistes et personnalités à qui la « voix sans maître » avait donné la parole.

Cette lutte pour la liberté d'expression radiophonique n'est cependant qu'une partie du combat quotidien de la Fédération anarchiste pour vraiment « changer la vie », pour instaurer un véritable socialisme reposant non sur des discours politiques, mais sur une réelle justice sociale, sur une réelle liberté individuelle.

A l'heure où la barbarie de nos dirigeants se déchaîne, envoyant la mort sur des centaines de milliers de civils au Moyen-Orient pour mieux protéger la fortune de leurs amis de Texaco, Elf-Aquitaine et Thomson ; à l'heure où l'information est plus que jamais déformée, truquée, manipulée, encadrée par la puissance militaire ; à l'heure où l'Occident chrétien et l'Orient musulman s'arrachent la liberté de millions d'hommes et de femmes l'existence d'une voix réellement libre est une nécessité primordiale. Radio-Libertaire, la « voix sans dieu ni maître » s'élève et s'élèvera encore contre tous les mensonges, contre toutes les guerres, contre toutes les censures... Grâce à la vigilance de tous ses auditeurs.

Pascal Petit

**« Folk à lier »
 4e fête de soutien à Radio-Libertaire**

**Ti-ar-vretoned,
 22, rue Delambre, 75014 Paris.**

Concert
samedi 26 janvier,
de 20 h à 23 h,
avec la participation de :
Anne Lyse Foy
vielle à roue
(baroque et traditionnel)
Ti Jazz
(jazz, rock breton)
Fbg de Boignard
(musique et contes du Morvan)

Renseignements : 48.05.34.08 et 43.35.26.41

Bal folk
dimanche 27 janvier,
de 15 h à 20 h,
avec la participation de :
V. Blin et G. Pourtoux
(musique et danse irlandaises),
D. Paris, C Aubry
et A.L. Foy (Centre),
Fbg de Boignard (Morvan),
Lizher Glizh (Bretagne),
Dulceline (folk français)

RENDEZ-VOUS

LYON
La librairie La Plume Noire change d'adresse. Elle vient d'ouvrir un nouveau local au 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : (16).72.00.94.10. Ouvert le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

PARIS
Le groupe du 19e-Nord vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, de 10 h 30 à 12 h sur le marché de la rue de Joinville.

TOULON
L'Union régionale Méditerranée de la FA (Marseille, Toulon, Nice) organise le vendredi 8 février, à 20 h 30, à la salle Mozart une réunion-débat sur le thème « Guerre à la guerre ». Une table sera tenue pour l'occasion. Entrée libre.

PARUTIONS

PRESSE

Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le n° 2 d'*Encre noire*, en collaboration avec la liaison de Saint-Dizier. Ce journal est en vente à la librairie du Monde Libertaire et lors de la vente du ML par le groupe de Nancy, chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

BADGE

Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre. Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

PRESSE

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu nous annonce la sortie du n° 75 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste). Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F. On peut aussi l'acheter ou s'y abonner, pour 50 F pour un an, en écrivant à « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38000 Bourgoin-Jallieu.

CALENDRIER

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un calendrier mural, de format 30X40 (en allemand), édité par l'Institut Max-Nettiau, de Neustadt : « Libertär 91 : les femmes de l'anarchie (12 noms) ». Prix : 66 F (port compris). Disponible à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèques à libeller à l'ordre de ALDIR). En vente également à la Librairie du Monde Libertaire.

AGENDA

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un agenda de 100 pages (en allemand) : « 365 jours contre le racisme, le sexisme et le fascisme ». Prix : 30 F (port compris). En vente à l'adresse ci-dessus. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

PRESSE

Le groupe Flores-Magon vient d'éditer le n° 2 de *Schwartz Fohne*. Au sommaire : « Révisionnisme, le nouvel antisémitisme ». En vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 2 francs.

PRESSE

Le n° 26/27 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Affaire Duponchel, crise du Golfe, billet d'humeur, regards jetés sur des quartiers de Perpignan et de Barcelone, projet de lutte contre le fascisme, infos libertaires concernant l'Union régionale Sud-Ouest de la FA... voilà un sommaire particulièrement dense. Ceci pour 20 F, avec en plus un calendrier. *Infos et analyses libertaires* est en vente à la librairie Infos, 2, rue Théodore Guiter, à Perpignan ; à la Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, et dans bien d'autres villes encore.

BILAN DE LUTTES ARIEGEOISES

Le drapeau noir flotte sur la mairie d'un ministre

La dénonciation par le Monde libertaire (n° 807), d'une campagne d'exclusion vis-à-vis de néo-ruraux, menée ces temps derniers, dans l'Ariège, par le maire de Saint-Girons, Roger Fauroux (ministre de l'Industrie de surcroît) a conduit un de nos lecteurs à nous envoyer le petit historique qui suit. Il relate les mesures d'exclusion prises notamment l'an dernier.

Tout d'abord, je suis heureux d'écrire dans le *Monde libertaire* vingt ans après... Car, il est des situations où même un « individualiste » se doit de monter au créneau. Donc, le 1^{er} avril 1990, le drapeau noir flottait sur la mairie de Saint-Girons, petite ville ariégeoise du ministre de l'Industrie qui fait des affaires avec l'Iran, entend rivaliser avec les Japonais et fait fermer les douches municipales utilisées, il est vrai, que par des émigrés arabes et des hippies de montagnes...

Le drapeau noir flotta ainsi plusieurs jours à l'étonnement des Saint-Gironnais, pensant qu'il s'agissait d'un deuil — en réalité celui de la liberté ! Mais si des jeunes gens avaient pris à l'abordage ce fief socialiste d'inspiration poujadiste c'était bien en réaction aux provocations policières. Résumons les faits...

En décembre 1989, une vaste chasse à l'homme (écoutes téléphoniques, 200 personnes embarquées sans mandat, plusieurs tabassages...) est organisée contre toute personne soupçonnée d'avoir fumé ou planté du cannabis (alors que les drogues légales, alcool et tabac, font 100 000 morts par an en France, mais là l'Etat empêche les taxes). Les individus harcelés se rassemblent pour se défendre, ils fondent l'Association pour les Libertés individuelles et font appel à l'avocat et professeur de droit Francis Caballero, auteur d'un retentissant *Droit de la drogue*, publié aux respectables éditions Dalloz. Une conférence est prévue à Saint-Girons. Elle est interdite par la Mairie, puis par la sous-préfecture... avant de pouvoir se dérouler in extremis dans un local du Service civil international (SCI), à Oust, ceci en présence de 400 participants. Puis Francis Caballero sera conduit à défendre au tribunal de Foix quelques personnes ayant cultivé deux ou trois plans d'« herbe », qui seront condamnées pour « trafic »... « Procès d'un mode de vie » titre la *Dépêche*, pour une fois objective (même le

guide de l'Office du tourisme signale à propos de ce quotidien que « son monopole de fait ne lui donne cependant pas l'éclectisme que l'on attend de la presse locale »), mais devenant, peu à peu, le bulletin d'information de la gendarmerie saint-gironnaise. C'est à la suite de ce procès que Christian Laborde, qui a éprouvé, en son temps, les méfaits de la censure avec son livre *l'Os de Dyonisos*, écrit un article fulgurant dans *l'Idiot International*.

Briser les « babas », briser Le Mille-pattes

Comme par hasard, commence une vaste opération de rumeurs et d'incitations à la « xénophobie » dans les médias locaux contre tous ceux considérés comme marginaux. Un petit délinquant est assassiné par un forain, un chasseur tire en pleine figure sur un marginal... et bien entendu personne n'est inculpé. Ne songerait-on pas à en décorer les auteurs ?

Ainsi le 1^{er} avril le drapeau noir cligne de l'œil sur le toit de la mairie de Saint-Girons et en juin Léo Ferré vient chanter *l'Amour anarchie* (en compagnie de Paco Ibáñez et Jacques Higelin, NDLR), tandis qu'un billet pour Tchernoïl (aller simple !) est offert au ministre de l'industrie nucléaire, Roger Fauroux.

Dernièrement, Cathou Massat, la présidente de l'importante association alternative saint-gironnaise, Le Mille-Pattes, est difamée et tout est organisé pour couper les « centaines de pattes » d'adhérents de l'association. Entreprise qui sera, à n'en pas douter, bien plus difficile que celle perpétrée lors des années 70 vis-à-vis de l'association *l'« Antidote »*, en cette même ville de Saint-Girons... où la morale a remplacé le droit.

Depuis quinze ans de prohibition, d'inquisition et de répression anti-cannabis en Ariège, chaque année se déroulaient des

Hôtel de ville de Saint-Girons

Le drapeau noir a flotté



Un employé décroche le drapeau noir. Photo (J.-P. Cazes) parue dans la *Dépêche du Midi*, le 3 avril 1990.

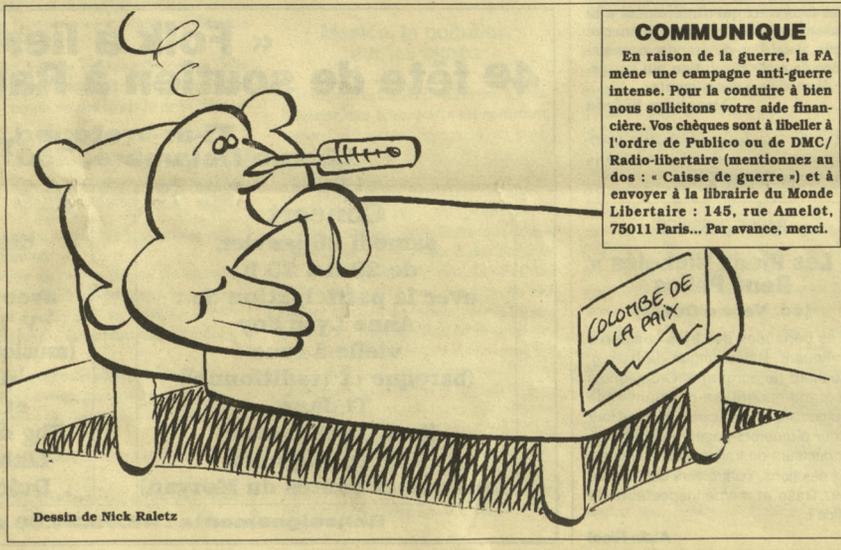
opérations « coup de poing » jusqu'ici prises au sens figuré, mais non au sens propre (si battre quelqu'un d'attaché peut s'appeler « propre »). Il s'agissait bien sûr d'un prétexte pour surveiller et contrôler toute une faune jugée indésirable suivant des critères d'ordre discriminatoire (alors que les gens concernés, des familles, repeuplaient bien des hameaux désertés par les autochtones). Or ce prétexte est un alibi qui n'avait pas encore été trouvé, il y a une vingtaine d'années (je peux en témoigner) lorsque les « gens-d'armes » venaient régulièrement et systématiquement épier les néo-ruraux recensés et fichés par ceux qui ont la nostalgie des vastes rafles antisémites du gouvernement de Vichy... Rappelons que la police secrète française nommée d'un euphémisme gracieux « Renseignements généraux » date de 1941, sous l'occupation nazie et recense aujourd'hui plus de 400 000 personnes soupçonnées de « différence »...

Présent que ces RG sont impliqués dans l'assassinat du pasteur Doucet, que des représentants de la force publique font du trafic d'armes à Beyrouth, que la Commission des droits de l'homme de la Cour européenne dénonce les écoutes téléphoniques françaises, en ce pays de « liberté » où l'on malmené des témoins de Jéhovas, refusant de faire leur service militaire (voir le rapport annuel d'Amnesty International) la coupe va-t-elle déborder ?

Il est logique que toute action entraîne des réactions et tout dépendra à présent de l'agressivité des autorités locales jusqu'au jour où la « dictature démocratique » et le « racisme » seront évidents pour tous, mais nous présentons que même si l'on veut manipuler l'opinion publique, l'esprit de liberté est ici tel qu'il demeurera encore, dans ces régions ariégeoises traditionnellement réfractaires.

Daniel Giraud

Le dessin de la semaine



Dessin de Nick Raletz

COMMUNIQUE

En raison de la guerre, la FA mène une campagne anti-guerre intense. Pour la conduire à bien nous sollicitons votre aide financière. Vos chèques sont à libeller à l'ordre de Publico ou de DMC/Radio-libertaire (mentionnez au dos : « Caisse de guerre ») et à envoyer à la librairie du Monde Libertaire : 145, rue Amelot, 75011 Paris... Par avance, merci.

SOMMAIRE

PAGE 1 : A rrêtez le massacre !, Des pacifistes victimes d'une justice de va-t-en-guerre, Editorial.
PAGE 2 : L'apprentissage de la lucidité.
PAGE 3 : Rien que des manifs, Bagdad-Vilnius : super-Yalta, Pas un sous... pas un homme... pas une arme pour la guerre, Où nous joindre, En bref.
PAGE 4 : Amour... anarchie, ou l'avortement à travers la chanson, Chanson *Le droit à l'avortement*, Colloque « Europe et elles », Les luttes du quartier de la Moskova.
PAGE 5 : L'éteignoir sur Le Corry, La clef sous la porte, Derrière les marinas... un peuple !
PAGE 6 : Mexique... Centra America : « Estamos jodidos en America », URSS... La vie de la KAS, Chili... Appel à la solidarité.
PAGE 7 : Radio-Libertaire... dix ans et toutes ses dents, Sélection-R.-L., *La Révolution de juillet 1830*, de Laurent Louessard, BD... *Les Pieds Nickelés*.
PAGE 8 : Le drapeau noir a flotté sur la mairie d'un ministre, Le dessin de la semaine, Infos FA.